Conseil d'Etat • Raad van State
LEGISLATION • WETGEVING
7 JANV 1957
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H. coordination (1)

MTL. L.5421/2.

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 22 septembre 1956, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant le Code et le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre", ainsi qu'il a été amendé par le Ministre le 19 octobre 1956, a donné le 20 novembre 1956 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 22e september 1956 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het Wetboek en van de Algemene Verordening op de met het zegel gelijkgestelde taxes", zoals het door de Minister op 19 oktober 1956 gewijzigd werd, heeft de 20e november 1956 het volgend advies gegeven :

Le Code des taxes assimilées au timbre, en son article 20, a institué une taxe forfaitaire unique qui couvre toutes les transmissions des animaux de boucherie des espèces bovine, porcine, ovine et caprine, depuis leur naissance jusqu'à leur abattage.

Le Règlement général, en son article 34^1, a instauré une seconde taxe forfaitaire qui couvre toutes les transmissions dont peuvent faire l'objet les viandes provenant de ces animaux.

Ces deux taxes forfaitaires ont été, au point de vue de leur perception, fusionnées et sont acquittées au moment de l'abattage de la bête. Dans la pratique, elles ont pris le nom de taxe d'abattage.

Pour les solipèdes, c'est-à-dire les animaux des espèces chevaline, mulassière et asine, l'article 34^2 du Règlement général a prévu une taxe forfaitaire unique qui couvre les transmissions allant depuis la naissance de la bête jusqu'à la consommation des viandes et autres produits.

Les articles 34^1 et 34^2 contiennent en outre l'institution d'une taxe forfaitaire sur l'importation des viandes et issues non comestibles.

D'autre part, les articles 72, 73 et 74 du Règlement général prévoient que la taxe forfaitaire calculée sur le poids vif de l'animal est remplacée par une taxe fixe par tête, sauf pour certains abattoirs publics qui demanderaient à user du premier mode de taxation.

.../...

Toute cette matière est reprise dans le projet sans que son ordonnance en soit modifiée. Pour calculer la taxe forfaitaire de transmission, on devra donc, comme par le passé, consulter et concilier trois groupes de dispositions : l'article 20 du Code, les articles 34^{1} et 34^{2} et les articles 72, 73, 74 du Règlement général.

Une concentration de ces textes rendrait plus aisée leur consultation par les redevables de l'impôt et éviterait les nombreux renvois et répétitions qui figurent dans le projet.

Depuis que le législateur a prévu le principe d'une taxe forfaitaire de transmission sur les animaux de boucherie et qu'il en a pour la première fois fixé le taux dans la loi du 2 janvier 1926, les modifications ultérieures de ce taux ont été l'oeuvre du Roi agissant en vertu de l'article 202 puis de l'article 21, alinéa 2, du Code.

La fixation du taux de la taxe forfaitaire est ainsi devenue une oeuvre réglementaire qui trouve mieux sa place dans le Règlement général des taxes assimilées au timbre, tandis qu'il importe de laisser dans le Code les dispositions légales auxquelles il ne peut être apporté de changement que par une loi.

Le rapport au Roi qui précédait l'arrêté royal du 2 mars 1927 portant coordination des taxes assimilées au timbre établissait fort nettement la distinction en ces termes :

.../...

"Dans la mesure où la codification porte sur les lois relatives aux taxes assimilées au timbre, le travail s'est nécessairement borné à la reproduction et au classement des textes tels qu'ils ont été adoptés et, le cas échéant, ultérieurement modifiés par le pouvoir législatif lui-même.

En tant qu'il s'est agi, au contraire, de coordonner dans un règlement général les divers arrêtés royaux d'exécution, j'ai saisi cette occasion pour proposer à Votre Majesté d'apporter à ceux-ci quelques modifications d'ordre purement secondaire" (Pasin.1927, suppl., p.6).

Il en résulte que c'est dans le Règlement général qu'il convient de placer les dispositions qui permettent de calculer le montant de la taxe forfaitaire de transmission sur les animaux de boucherie.

Ces dispositions étant prises en exécution des deux alinéas de l'article 21 du Code, elles trouvent logiquement leur place sous la section II du chapitre IV du Règlement.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler qu'une mesure semblable a déjà été prise à l'égard de la taxe forfaitaire de transmission sur le lin, établie par l'article 17 du Code des taxes assimilées au timbre. Cette taxe forfaitaire fut étendue à d'autres matières textiles et reportée à l'article 32^2 du Règlement général par l'article 10 de l'arrêté royal du 22 juillet 1931, qui abroge en conséquence l'article 17 du Code.

.../...

Ce procédé faisait disparaître, dans les coordinations ultérieures, toute trace de l'intervention du législateur en faveur du lin teillé en Belgique. La légalité de la mesure était sujette à caution si l'on tient compte que l'article 21 du Code était alors rédigé ainsi qu'il suit :

"Le Gouvernement est autorisé à organiser la perception de la taxe de transmission sous forme d'une taxe forfaitaire dont le montant ne peut dépasser 4 p. c. relativement à des produits qui sont normalement l'objet de transactions successives et qui ne sont pas visés par les articles 12 à 20".

Ce n'est que l'arrêté royal de pouvoirs spéciaux du 28 novembre 1939 qui a fait tomber toutes les limitations du texte ancien de l'article 21 du Code.

Pour la matière traitée par le projet, le plan suivant est dès lors proposé :

Code : article 20 : principe légal de la taxe forfaitaire de transmission sur les animaux de boucherie des espèces bovine, porcine, ovine et caprine.

Règlement général : article 34^{1} : extension de la taxe forfaitaire aux solipèdes et aux viandes des animaux de boucherie.

Calcul du taux de la taxe;

.../...

article 34^2 : taxe forfaitaire à l'importation des viandes et des issues;

articles 71 et suivants : mode de perception de la taxe.

Compte tenu de ces observations et de modifications de forme qui ne nécessitent pas de commentaires, le texte suivant est proposé pour les cinq premiers articles du projet :

Modification du Code des taxes assimilées au timbre.

Article 1er.-

Les alinéas 1er à 4 de l'article 20 du Code des taxes assimilées au timbre, modifiés par les arrêtés royaux des 27 mai et 13 juillet 1955, sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Sans préjudice de la taxe de 5 p.c. qui est exigible lors de l'importation, il est perçu, à l'occasion de l'abattage des animaux de boucherie des espèces bovine, porcine, ovine, caprine, une taxe forfaitaire unique.

La taxe est fixée par kilogramme du poids vif de l'animal.

La taxe est exigible au moment de la déclaration d'abattage qui est faite en exécution des lois et arrêtés relatifs à l'expertise et au commerce des viandes".

.../...

Modifications au Règlement général des taxes assimilées au timbre.

Article 2.-

L'article 31^4, § 1er, 1°, a, du Règlement général sur les taxes assimilées au timbre est remplacé par la disposition suivante :

"a) les viandes, les graisses, les abats comestibles et le sang provenant d'animaux autres que les animaux des espèces bovine, porcine, ovine, caprine, chevaline, mulassière ou asine, que ces marchandises soient salées ou en saumure, séchées, fumées, cuites ou autrement préparées ou conservées, ainsi que les préparations ou conserves contenant pour partie une de ces marchandises".

Article 3.-

L'article 34^1 du Règlement général, modifié par les articles 3 de l'arrêté-loi du 3 juillet 1939, 16 de l'arrêté du Régent du 23 juin 1947, 2 de l'arrêté royal du 27 mai 1955, 1er de la loi du 13 juillet 1955 et 7 de l'arrêté royal du 13 juillet 1955, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 34^1.-

§ 1er. Il est perçu à l'occasion de l'abattage des animaux de boucherie indiqués ci-après, une taxe forfaitaire unique, qui couvre toutes les transmissions dont ils ont été ou peuvent avoir été l'objet depuis leur naissance jusqu'à leur arrivée en mains de la

.../...

personne qui les abat ou les fait abattre ainsi que les transmissions dont sont ou peuvent être l'objet les marchandises suivantes provenant de ces animaux :

1° les viandes, les graisses, les abats comestibles et le sang, que ces marchandises soient fraîches, réfrigérées, congelées, salées ou en saumure, séchées, fumées, cuites ou autrement préparées ou conservées, notamment sous forme de saucisses, saucissons, pâtés, boudins;

2° les issues non comestibles (en ce compris les peaux brutes) jusqu'à leur arrivée en mains de celui qui les consomme ou les soumet à une main-d'oeuvre industrielle.

Cette taxe est fixée selon le barème suivant :

Veaux :

1° pesant vivants moins de 60 kilogrammes, ou abattus moins de 35 kilogrammes : 60 francs

2° non compris dans la catégorie précédente, pesant vivants moins de 170 kilogrammes, ou abattus moins de 100 kilogrammes : 160 francs

Boeufs et taureaux et tous les bovidés mâles non compris dans les deux catégories de veaux : 700 francs

.../...

Génisses et tous les bovidés femelles non compris dans les deux catégories de veaux et ayant au maximum deux dents d'adulte : 575 francs

Bovidés femelles ayant plus de deux dents d'adulte : 500 francs

Porcs :

1° pesant vivants moins de 30 kilogrammes ou abattus (tête comprise) moins de 25 kilogrammes : 20 francs

2° autres porcs : 150 francs

Moutons et agneaux : 60 francs

Boucs, chèvres et chevreaux : 40 francs

Chevaux, mulets, bardots : 350 francs

Anes : 30 francs

Si, selon le barème qui précède, la taxe exigible eu égard au poids de l'animal abattu est différente de celle qui correspond au poids de l'animal vivant, l'impôt est calculé au taux le plus élevé et la taxe complémentaire doit, le cas échéant, être acquittée avant l'expertise, de la manière prescrite par l'article 79.

.../...

§ 2. Dans les abattoirs publics pourvus d'un service de pesage fonctionnant sous l'autorité d'un peseur juré rémunéré par un pouvoir public, la taxe de transmission peut également être calculée en ce qui concerne les bovidés, selon le barème suivant :

0,85 franc par kilogramme du poids vif de l'animal pour les bovidés femelles ayant plus de deux dents d'adulte;

1,15 franc par kilogramme du poids vif de l'animal pour les autres bovidés.

Le poids vif de l'animal à prendre en considération est celui qui est constaté au moment de l'établissement de la déclaration d'abattage faite en exécution des lois et arrêtés relatifs à l'expertise et au commerce des viandes.

La taxe ainsi calculée ne peut excéder les montants ci-après :

Boeufs et taureaux	875 francs
Génisses	750 francs
Bovidés femelles ayant plus de deux dents d'adulte	620 francs.

L'exploitant de l'abattoir public qui entend appliquer ce barème notifie son choix, par lettre recommandée à la poste, au contrôleur principal de la taxe de transmission dans le ressort duquel l'abattoir est établi. Il est dès lors tenu de s'y conformer pour tous

.../...

les bovidés entrant à l'abattoir. Un changement de barème n'est permis qu'après une année d'application du barème en vigueur et moyennant une notification dans les formes prévues ci-avant.

§ 3. La taxe est réduite à un dixième, lorsque, conformément aux arrêtés relatifs à l'expertise et au commerce des viandes, l'animal abattu n'est déclaré propre à la consommation qu'après stérilisation en autoclave dans une usine agréée à cet effet par le Ministre qui a dans ses attributions la surveillance de l'expertise des viandes de boucherie. Elle n'est pas due lorsque l'animal est déclaré impropre à la consommation.

§ 4. Les transmissions d'animaux de l'espèce chevaline, dont le prix dépasse 35.000 francs par animal, restent soumises à la taxe ordinaire de 5 p.c.

§ 5. Pour l'application du présent article, n'est pas considéré comme main-d'oeuvre industrielle le délainage des peaux de mouton, sans préjudice toutefois de l'application de l'article 32^2 aux ventes de la laine provenant de cette opération.

§ 6. Le présent article ne préjudicie pas à l'application de la taxe forfaitaire prévue à l'article 33^1".

.../...

Article 4.-

L'article 34^2 du Règlement général, modifié par les articles 17 et 21 de l'arrêté du Régent du 23 juin 1947, 3 de l'arrêté royal du 27 mai 1955, 1er de la loi du 13 juillet 1955 et 8 de l'arrêté royal du 13 juillet 1955, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 34^2.-

A l'importation des viandes, des graisses autres que celles mentionnées à l'article 22, 2°, du Code des taxes assimilées au timbre, des abats comestibles et du sang provenant d'animaux de boucherie des espèces bovine, porcine, ovine, caprine, chevaline, mulassière ou asine, que ces marchandises soient fraîches, réfrigérées, congelées, salées ou en saumure, séchées, fumées, cuites ou autrement préparées ou conservées, il est perçu au moment de la déclaration en consommation une taxe forfaitaire de 10 p.c.

A l'importation des issues non comestibles (en ce compris les peaux brutes, même celles des animaux de l'espèce porcine qui seraient destinées à un usage alimentaire) provenant des mêmes animaux, il est perçu au moment de la déclaration en consommation, une taxe forfaitaire de 5 p.c.

Ces taxes couvrent les transmissions ultérieures des marchandises dans l'état défini au présent article".

.../...

Article 5.-

Les modifications suivantes sont apportées à l'article 34^3 du Règlement général, modifié par l'article 18 de l'arrêté du Régent du 23 juin 1947 :

A. Dans l'alinéa 1er, les mots : "34^1, dernier alinéa, et 34^2, § 7, dernier alinéa" sont remplacés par : "34^2".

B. Dans l'alinéa 2, les mots "33^2, 33^3 et 34^2, § 1er", sont remplacés par : "33^2 et 33^3".

C. L'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

"Pour l'application de l'article 20 du Code des taxes assimilées au timbre et des articles 34^1 et 34^2 du présent Règlement général, toute personne qui fait profession d'abattre ou de faire abattre pour son compte des animaux de boucherie lui appartenant, et toute personne qui fait le commerce de viandes ou de préparations ou conserves de viandes, sont réputées, jusqu'à preuve du contraire, avoir abattu les animaux dont proviennent les viandes, les graisses, les abats comestibles, le sang, les issues non comestibles (y compris les peaux brutes) et les préparations et conserves de viandes, qui sont détenus ou vendus par elles".

+

+ +

.../...

Les nouveaux articles 75 et suivants que le projet introduit dans le Règlement général des taxes assimilées au timbre, sous l'intitulé "Mode de perception de la taxe", contiennent des innovations qui font surgir la question de savoir qui est redevable de la taxe forfaitaire sur les animaux de boucherie.

Le législateur a prescrit dans l'article 70 de la loi du 2 janvier 1926, devenu l'article 20 du Code, que la taxe était exigible au moment de la déclaration d'abattage qui était faite en exécution des règlements sur l'expertise des viandes de boucherie. L'administration fiscale était ainsi amenée à utiliser un document sanitaire comme base de la perception de la taxe.

La déclaration d'abattage était faite alors en exécution de l'article 1er de l'arrêté royal du 23 mars 1901. Cet article était imprécis quant à la détermination de la personne tenue de souscrire la déclaration; il se bornait à imposer cette obligation aux "intéressés".

Cette imprécision a permis au Roi de prescrire dans le Règlement général des taxes assimilées au timbre que la déclaration doit être faite, soit par toute personne qui abat ou fait abattre des animaux lui appartenant (article 76), soit par l'exploitant de la tuerie particulière (article 77), soit par l'exploitant de l'abattoir communal (article 87). L'obligation de déclarer emporte celle d'apposer et d'annuler les timbres fiscaux représentant le montant de la taxe forfaitaire.

.../...

Aujourd'hui la déclaration d'abattage ne constitue plus une formalité réglementaire mais a été imposée par la loi du 5 septembre 1952 relative à l'expertise et au commerce des viandes, dont l'article 4, alinéa 1er, énonce :

"Quiconque veut abattre ou faire abattre un animal de boucherie doit faire, au préalable, la déclaration de cet abattage".

L'arrêté royal du 9 mars 1953 concernant le commerce des viandes de boucherie et réglementant l'expertise des animaux abattus à l'intérieur du pays prévoit que la déclaration doit être faite au receveur communal ou à l'agent désigné à cet effet par la commune, lequel délivre un récépissé au déclarant (articles 4 et 6). Il est interdit à l'expert et au vétérinaire traitant de procéder à l'expertise d'un animal de boucherie si le propriétaire ne peut produire le récépissé de déclaration d'abattage (article 19).

Toutefois, dans les abattoirs publics l'inscription au registre des entrées tient lieu de déclaration d'abattage. Il en est de même dans les abattoirs particuliers assimilés aux abattoirs publics, lorsque le registre est tenu par un agent désigné par la commune.

C'est donc en tenant compte de cette législation nouvelle que doit maintenant être réorganisée la perception de la taxe forfaitaire de transmission. On ne peut dire que le projet soit rédigé en ce sens.

.../...

C'est ainsi qu'il impose dans tous les cas à l'exploitant d'un abattoir particulier l'obligation de souscrire une déclaration du modèle B, alors qu'il en est dispensé lorsque le registre des entrées est tenu par un agent désigné par la commune. De même , le projet subordonne au paiement en numéraire la dispense de la déclaration d'abattage, dans les abattoirs publics, alors que l'article 7 de l'arrêté royal du 9 mars 1953 dit que l'inscription au registre des entrées tient lieu de la déclaration d'abattage.

Le projet devrait être remanié pour éviter ces discordances avec la législation sanitaire.

\+

\+ \+

L'organisation d'une taxe postule que le redevable de celle-ci soit nettement déterminé. L'article 20 du Code, qui a instauré la taxe forfaitaire sur les animaux de boucherie, n'y a pas pourvu.

Selon l'article 8 du Code, la taxe de transmission "est due solidairement envers l'Etat par toutes les personnes qui ont été parties à la convention".

.../...

La convention visée est celle qui emporte transfert du droit de propriété sur des biens meubles, c'est-à-dire le plus souvent une vente.

La taxe forfaitaire de transmission qui couvre une série de ces transmissions est perçue à l'occasion d'une de ces transmissions, généralement la vente par le producteur (articles 13, alinéa 2, et 18, alinéa 2, du Code). C'est donc parmi les propriétaires successifs de la marchandise que la loi choisit celui ou ceux qui sont tenus de payer la taxe.

Le législateur a fait exception à ces principes en ce qui concerne la taxe forfaitaire sur les animaux de boucherie. Cette taxe est exigible non plus à l'occasion d'une transmission mais à l'occasion de l'abattage, et elle est due, selon l'exposé des motifs de la loi du 2 janvier 1926, même en l'absence de mutation depuis la naissance ou depuis l'importation de l'animal (Pas. 1926, p. 34). Elle n'en demeure pas moins une taxe de transmission qui ne se justifie que parce que, généralement, l'abattage d'animaux de boucherie est effectué en vue de la vente (Cass. 24 juin 1943, Pas. I, p. 253).

.../...

En dérogeant ainsi aux causes d'exigibilité normales de la taxe de transmission, le législateur rendait inapplicable l'article 47 de la loi du 28 août 1921 (devenu l'article 8 du Code), dont l'alinéa 1er disait : "Le vendeur et l'acheteur sont, vis-à-vis du fisc, solidairement tenus du payement de la taxe".

A défaut de pouvoir appliquer à la taxe organisée par l'article 20 du Code, la seule règle légale qui permette de déterminer le redevable de la taxe de transmission, le Roi, tenu de pourvoir à l'exécution de la loi, devait s'inspirer de cette règle et en retenir ce qui pouvait être applicable au cas exceptionnel prévu par le dit article 20. Au moment de l'abattage, il n'y a pas d'acheteur ni de vendeur, mais il existe une personne dont la situation juridique présente un point commun avec celle d'un acheteur ou d'un vendeur , c'est celle qui exerce sur l'animal de boucherie le droit qui est l'objet même des rapports juridiques existant entre acheteur et vendeur , le droit de propriété.

Le propriétaire de l'animal doit être considéré, au regard de la taxe de transmission, comme un acheteur présumé et un vendeur en puissance. "La transmission à titre onéreux à l'occasion de laquelle la taxe de transmission sur les viandes d'animaux de boucherie est perçue, ne peut être que, suivant le cas,

.../...

celle pour l'exécution de laquelle il est procédé à l'abattage, ou la première transmission à titre onéreux consécutive à l'abattage" (Cass. 24 juin 1943, Pas. I, p. 253).

L'exploitant de l'abattoir, au contraire, n'exerce aucun droit réel sur les animaux de boucherie. Il n'est qu'un industriel chargé de fournir un service et recevant un salaire à cette fin. On ne voit pas comment, à défaut d'une disposition légale précise, le Roi pourrait l'assimiler à l'acheteur ou au vendeur visé par l'article 8 du Code.

A une exception près, le projet s'inspire, semble-t-il, des considérations qui précèdent. Ses nouveaux articles 79, alinéa 2, et 89, alinéa 5, prévoient que le paiement de la taxe est considéré comme effectué dans le chef de la personne qui est propriétaire de l'animal au moment de l'abattage, l'article 89, alinéa 2, qu'un récépissé est délivré à la personne qui, aussitôt après l'abattage, est propriétaire des animaux et l'article 119, alinéa 1er, que les taxes sont remboursées en mains de la personne qui est propriétaire des animaux au moment de l'abattage.

L'article 89, alinéa 1er, en projet, admet que le paiement de la taxe soit effectué par les abattoirs publics, sauf à s'en faire avancer le montant par les personnes qui abattent ou font abattre les animaux.

.../...

Tout autre apparaît la situation que le projet impose à l'exploitant de l'abattoir particulier. Celui-ci n'est pas "autorisé" à payer la taxe après que le montant lui en sera avancé, comme il est dit à l'article 89, alinéa 1er, pour l'abattoir public, mais il est tenu de payer lui-même ainsi qu'il résulte des articles 75, § 1er, et 79, alinéa 1er.

On n'aperçoit pas de disposition légale qui permettrait au Roi d'instituer de nouveaux redevables des taxes. Sans doute, l'article 21 du Code des taxes assimilées au timbre lui donne-t-il le pouvoir de déterminer les causes, les conditions d'exigibilité et toutes modalités d'application et de perception des taxes. Mais ce texte ne va pas jusqu'à permettre de charger des personnes non visées expressément par la loi d'une responsabilité personnelle du paiement de la taxe.

L'article 11^3, alinéa 2, du Code, qui donne au Roi, à l'égard de la taxe forfaitaire sur les transmissions de navires et de bateaux, les mêmes pouvoirs que l'article 21, emploie à cette fin les mêmes termes, mais il a soin de prévoir, en outre, expressément, le pouvoir d'imposer à des personnes étrangères à l'acte juridique de transmission, une responsabilité personnelle du paiement de la taxe.

Il faut, de plus, tenir compte que le texte légal ne peut recevoir une application extensive; "que tel est, en effet, le principe en matière de toutes dispositions qui restreignent la franchise des personnes et des choses" (Cass. 9 décembre 1948, Pas.I, p.704).

.../...

Dès lors, on ne peut concevoir le projet qu'en édictant les mêmes obligations à charge de l'exploitant d'abattoir public et de celui d'abattoir particulier. Il suffirait d'insérer entre les deux alinéas de l'article 79, un alinéa nouveau inspiré de l'article 89, alinéa 1er, et ainsi conçu :

"Toutefois,l'exploitant de l'abattoir particulier est autorisé à acquitter lui-même les taxes de transmission exigibles du chef des abattages effectués dans ses installations,sauf à s'en faire avancer le montant par les personnes qui y abattent ou font abattre des animaux".

Pour compléter l'organisation de la perception, le projet devrait interdire aux exploitants d'abattoirs tant publics que privés, d'abattre des animaux de boucherie des espèces bovine, porcine, ovine et caprine, sans s'être assurés que la taxe forfaitaire de transmission a été préalablement acquittée. Les infractions à cette disposition seraient punies de la peine prévue à l'article 20, alinéa 5,du Code des taxes assimilées au timbre.

Pareille interdiction ne pourrait cependant être étendue par le projet à l'abattage des animaux des espèces chevaline, mulassière et asine sans qu'une loi intervienne aux fins d'étendre le champ d'application de l'article 20 du Code,qui ne vise actuellement que les animaux des espèces bovine, porcine, ovine et caprine.

.../...

De plus, à défaut de pareille modification du texte légal, la solidarité dans la débition des taxes éludées et des amendes, imposée à l'expert des viandes et à la commune par les articles 83, 85 et 91 du projet ainsi que la disposition pénale à caractère général de l'article 93 du projet n'auront de base légale qu'en tant qu'elles concernent les animaux des espèces bovine, porcine, ovine et caprine.

Une observation particulière doit, en outre, être faite à l'égard de l'article 91 du projet. Cet article tend à instituer "l'abattoir public ... solidairement débiteur des taxes et des amendes pour tous les abattages qui sont effectués dans cet abattoir sans que la taxe de transmission ait été régulièrement acquittée". On ne voit pas quel est le fondement légal de cette solidarité qui n'est pas de celles qu'autorise l'article 20 du Code.

\+

\+ \+

L'article 75 nouveau,qui concerne le mode de perception de la taxe dans les abattoirs particuliers, impose l'accomplissement des formalités qu'il énumère à l'exploitant de l'abattoir particulier.

.../...

Au contraire, les articles 89 et suivants mettent les prestations réglementaires à charge de l'abattoir public. La loi du 5 septembre 1952, à laquelle l'article 71 renvoie, définit l'abattoir public comme suit : "l'abattoir appartenant à un pouvoir public (Etat, province, commune ou association de communes) ou faisant tout au moins l'objet, de la part de celui-ci, d'un contrat de concession aux conditions à déterminer par arrêté royal".

L'abattoir public n'étant pas nécessairement une personne juridique distincte, il serait utile, comme on l'a fait pour l'abattoir particulier, de mettre les obligations nouvelles insérées dans le Règlement général à charge de l'exploitant de l'abattoir public.

Het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen heeft in artikel 20 een enige forfaitaire belasting ingevoerd, geldend voor alle overdrachten van slachtdieren van het runder-, varkens-, schapen- of geitensoort vanaf de geboorte tot de slachting.

De Algemene Verordening heeft in artikel 34^{1} een tweede forfaitaire belasting ingevoerd, geldend voor alle mogelijke overdrachten van vlees dat van die dieren voortkomt.

Beide forfaitaire belastingen zijn ter zake van de heffing samengevoegd en worden bij de slachting van het dier voldaan. In de praktijk heten zij belasting op het geslacht.

Voor eenhoevige dieren, dit is voor dieren van het paarden-, muilezels- of ezelssoort, heeft artikel 34^{2} van de Algemene Verordening een enige forfaitaire belasting ingevoerd, geldend voor de overdrachten vanaf de geboorte van het dier tot het verbruik van het vlees en de overige produkten.

De artikelen 34^{1} en 34^{2} voeren bovendien een forfaitaire belasting op invoer van niet-eetbaar vlees of afval in.

De artikelen 72, 73 en 74 van de Algemene Verordening bepalen van hun kant, dat de forfaitaire belasting die op het levend gewicht van het dier wordt berekend, vervangen wordt door een vaste belasting per stuk vee, behalve voor sommige openbare slachthuizen die van de eerste wijze van heffing gebruik wensen te maken.

.../...

Heel deze stof wordt zonder wijziging van de indeling in het ontwerp overgenomen. Voor de berekening van de forfaitaire overdrachtstaks zal men dus, zoals voorheen, drie groepen van bepalingen moeten raadplegen en vergelijken : artikel 20 van het Wetboek, de artikelen 34^{1} en 34^{2} en de artikelen 72, 73, 74 van de Algemene Verordening.

Gegroepeerd zouden deze teksten veel lichter te raadplegen zijn door de belastingschuldenaars; ook de talrijke verwijzingen en herhalingen in het ontwerp zouden overbodig worden.

Sinds de wetgever het beginsel van een forfaitaire overdrachtstaks op slachtdieren heeft ingevoerd en in de wet van 2 januari 1926 voor het eerst het tarief ervan heeft vastgesteld, werden de latere wijzigingen van dit tarief, krachtens artikel 202 en naderhand krachtens artikel 21, tweede lid, van het Wetboek, bij koninklijk besluit ingevoerd.

Het vaststellen van het tarief van de forfaitaire taks is dus verordenend werk geworden en hoort als zodanig meer thuis in de Algemene Verordening op de met het zegel gelijkgestelde taksen; de wetsbepalingen, die alleen bij de wet kunnen worden gewijzigd, moeten echter in het Wetboek blijven staan.

Het verslag aan de Koning bij het koninklijk besluit van 2 maart 1927 houdende samenordening van de met het zegel gelijkgestelde taksen, maakt zeer duidelijk dit onderscheid :

.../...

"In de maat waar de codificatie de wetten aangaande de taksen gelijkgesteld met het zegel betreft, beperkt zich het werk noodzakelijkerwijze tot de herhaling en de klassering der teksten zoals zij bestaamd, en in voorkomend geval, later door de wetgevende macht zelf gewijzigd werden.

Voor zoveel het integendeel het samenordenen gold van de verscheidene koninklijke uitvoeringsbesluiten in één algemene verordening, neem ik deze gelegenheid te baat om aan Uwe Majesteit voor te stellen enige louter bijkomstige wijzigingen aan genoemde besluiten toe te brengen" (Belgisch Staatsblad 6 maart 1927, blz.928).

De plaats van de bepalingen betreffende de berekening van het bedrag van de forfaitaire overdrachtstaks op slachtdieren is dus in de Algemene Verordening.

Daar dit voorschriften zijn tot uitvoering van de twee leden van artikel 21 van het Wetboek, is hun logische plaats in de tweede afdeling van hoofdstuk IV van de Verordening.

Het kan zijn belang hebben er aan te herinneren, dat een dergelijke maatregel reeds is getroffen ten aanzien van de forfaitaire overdrachtstaks op vlas, ingevoerd door artikel 17 van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen. Deze forfaitaire taks is toepasselijk verklaard op andere textielstoffen en naar artikel 32^2 van de Algemene Verordening overgebracht ingevolge artikel 10 van het koninklijk besluit van 22 juli 1931, dat dus artikel 17 van het Wetboek opheft.

.../...

Hierdoor is in de latere coördinaties elk spoor van een wettekst inzake het in België gezwingeld vlas verdwenen. De wettigheid van de maatregel was betwistbaar indien rekening wordt gehouden met de tekst van artikel 21 van het Wetboek, dat toen als volgt luidde :

"De Regering is gemachtigd de heffing van de overdrachtstaks in te richten onder de vorm van een vooruit vastgestelde taks waarvan het bedrag niet 4 t.h. mag overschrijden betreffende produkten welke normaal aan achtereenvolgende overdrachten onderhevig zijn en die niet werden bedoeld bij de artikelen 12 tot 20".

Eerst het krachtens bijzondere machten genomen koninklijk besluit van 28 november 1939 heeft alle beperkingen op de vroegere tekst van artikel 21 van het Wetboek doen vervallen.

Voor de in het ontwerp behandelde stof, wordt de volgende indeling voorgesteld :

Wetboek : artikel 20 : algemeen beginsel van de forfaitaire overdrachtstaks op slachtdieren van het runder-, het varkens-, het schapen- en het geitensoort.

Algemene Verordening : artikel 34^1 : uitbreiding van de forfaitaire taks tot eenhoevige dieren en vlees van slachtdieren.

Berekening van het bedrag van de taks ;

.../...

artikel 34^2 : forfaitaire taks op invoer van vlees en afval;

artikelen 71 en volgende : wijze van heffing van de taks.

Met inachtneming van deze opmerkingen en van een aantal niet nader te commentariëren vormopmerkingen, wordt voor de eerste vijf artikelen van het ontwerp de volgende lezing aanbevolen :

Wijziging van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen.

Artikel 1.-

De eerste vier leden van artikel 20 van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 mei en 13 juli 1955, worden door de volgende bepalingen vervangen:

"Onverminderd de taks van 5 t.h. welke opvorderbaar is bij de invoer, wordt bij de slachting van slachtdieren van het runder-, varkens-, schapen- of geitensoort een enige forfaitaire taks geheven.

De taks wordt vastgesteld per kilogram levend gewicht van het dier.

De taks is opvorderbaar bij de aangifte van slachting, gedaan ter uitvoering van de wetten en besluiten betreffende de vleeskeuring en de vleeshandel".

.../...

Wijzigingen van de Algemene Verordening op de met het zegel gelijkgestelde taksen.

Artikel 2.-

Artikel 31^4, § 1, 1°, a, van de Algemene Verordening op de met het zegel gelijkgestelde taksen wordt door de volgende bepaling vervangen :

"a) vlees, vet, eetbare slachtafval en bloed, voortkomend van andere dieren dan slachtdieren van het runder-, varkens-, schapen-, geiten-, paarden-, muilezel- of ezelsoort, in gezouten, gepekelde, gedroogde, gerookte, gekookte of anders bereide of verduurzaamde toestand, alsook bereidingen en conserven waarin een van die waren gedeeltelijk voorkomt".

Artikel 3.-

Artikel 34^1 van de Algemene Verordening, gewijzigd bij de artikelen 3 van de besluitwet van 3 juli 1939, 16 van het besluit van de Regent van 23 juni 1947, 2 van het koninklijk besluit van 27 mei 1955, 1 van de wet van 13 juli 1955 en 7 van het koninklijk besluit van 13 juli 1955, wordt door de volgende bepaling vervangen:

"Artikel 34^1.-

§ 1. Bij de slachting van hierna genoemde slachtdieren, wordt een enige forfaitaire taks geheven, geldend voor alle overdrachten welke zij hebben of kunnen hebben ondergaan vanaf hun geboorte tot hun inbezitneming door hem die ze slacht of doet slachten, alsook de overdrachten welke de volgende van deze dieren voortkomende waren ondergaan of kunnen ondergaan:

.../...

1° vlees, vet, eetbare afval en bloed in verse, gekoelde, bevroren, gezouten of gepekelde, gedroogde, gerookte, gekookte of anders bereide of verduurzaamde toestand, onder meer in de vorm van worst, rookworst, pastei, beuling ;

2° niet-eetbare afval (met inbegrip van ruwe vellen) totdat zij in handen komen van degene die ze verbruikt of aan een industriële bewerking onderwerpt.

Deze taks wordt vastgesteld volgens het onderstaande tarief :

Kalveren :

1° wegende levend minder dan 60 kilogram of geslacht minder dan 35 kilogram : 60 frank

2° niet begrepen in de vorige klasse, wegende levend minder dan 170 kilogram of geslacht minder dan 100 kilogram : 160 frank

Ossen, stieren en alle mannelijke runderen niet begrepen in beide klassen der kalveren : 700 frank

Vaarzen en alle vrouwelijke runderen niet begrepen in de beide klassen der kalveren, en met maximum twee volwassen tanden : 575 frank

.../...

Vrouwelijke runderen met meer dan twee volwassen tanden :	500 frank
Varkens :	
1° wegende levend minder dan 30 kilogram of geslacht (kop inbegrepen) minder dan 25 kilogram :	20 frank
2° andere varkens :	150 frank
Schapen en lammeren :	60 frank
Bokken, geiten en geitjes :	40 frank
Paarden, muilezels en muildieren :	350 frank
Ezels :	30 frank.

Indien de taks welke op grond van het gewicht van het geslachte dier opvorderbaar is, volgens het voorgaande tarief verschilt van die welke overeenkomt met het gewicht van het levend dier, wordt de belasting berekend tegen het hoogste bedrag en dient de bijtaks in voorkomend geval vóór de keuring te worden gekweten op de door artikel 79 voorgeschreven wijze.

§ 2. In openbare slachthuizen, voorzien van een wegingsdienst die werkt onder het gezag van een door een openbaar bestuur bezoldigd beëdigd weger, kan de overdrachtstaks ten aanzien van runderen eveneens volgens het onderstaand tarief worden berekend :

.../...

0,85 frank per kilogram levend gewicht van het dier voor vrouwelijke runderen met meer dan twee volwassen tanden ;

1,15 frank per kilogram levend gewicht van het dier voor de overige runderen.

Het in aanmerking te nemen levend gewicht van het dier is datgene dat vastgesteld is bij het opmaken van de aangifte van slachting, gedaan ter uitvoering van de wetten en besluiten betreffende de vleeskeuring en de vleeshandel.

De aldus berekende taks mag niet hoger zijn dan de volgende bedragen :

ossen en stieren	875 frank
vaarzen	750 frank
vrouwelijke runderen met meer dan twee volwassen tanden	620 frank.

De exploitant van het openbaar slachthuis die dit tarief wil toepassen, brengt zijn keuze bij een ter post aangetekende brief ter kennis van de hoofdcontroleur van de overdrachtstaks in wiens ambtsgebied het slachthuis gevestigd is. Hij moet dit tarief dan toepassen voor alle runderen die het slachthuis betreden. Tariefverandering kan eerst plaats hebben nadat het geldend tarief één jaar is toegepast en mits hiervan in de hierboven bepaalde vormen kennis wordt gegeven.

.../...

§ 3. De taks wordt tot een tiende verminderd wanneer het geslachte dier overeenkomstig de besluiten betreffende de vleeskeuring en de vleeshandel eerst voor verbruik goedgekeurd wordt na sterilisatie in autoclaaf door een fabriek welke daartoe erkend is door de voor het toezicht op de slachtvleeskeuring bevoegde Minister. Zij is niet verschuldigd wanneer het dier voor verbruik ongeschikt verklaard wordt.

§ 4. Overdrachten van dieren van het paardensoort, waarvan de prijs niet hoger is dan 35.000 frank per dier, blijven aan de gewone taks van 5 t.h. onderworpen.

§ 5. Voor de toepassing van dit artikel wordt het ontwollen van schaapsvellen niet als een industriële bewerking beschouwd, onverminderd nochtans de toepassing van artikel 32^2 op de verkoop van uit die behandeling voortkomende wol.

§ 6. Dit artikel doet geen afbreuk aan de toepassing van de in artikel 33^1 bepaalde forfaitaire taks ".

Artikel 4.-

Artikel 34^2 van de Algemene Verordening, gewijzigd bij de artikelen 17 en 21 van het besluit van de Regent van 23 juni 1947, 3 van het koninklijk besluit van 27 mei 1955, 1 van de wet van 13 juli 1955 en 8 van het koninklijk besluit van 13 juli 1955, wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 34^2.-

Bij invoer van vlees, vet, behalve vet als vermeld in artikel 22, 2°, van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen, eetbare slachtafval en bloed, voortkomend van slachtdieren van het runder-, varkens-, schapen-, geiten-, paarden-, muilezel- of ezelsoort, in verse, gekoelde, bevroren, gezouten of gepekelde, gedroogde, gerookte, gekookte of anders bereide of verduurzaamde toestand, wordt bij de aangifte ten verbruik een forfaitaire taks van 10 t.h. geheven.

Bij invoer van niet-eetbare slachtafval (met inbegrip van ruwe vellen, zelfs die van dieren van het varkenssoort welke voor voeding bestemd zijn), voortkomende van dezelfde dieren, wordt bij de aangifte ten verbruik een forfaitaire taks van 5 t.h. geheven.

Deze taksen dekken de latere overdrachten van waren in de door dit artikel omschreven toestand".

Artikel 5.-

De volgende wijzigingen worden aangebracht in artikel 34^3 van de Algemene Verordening, gewijzigd bij artikel 18 van het besluit van de Regent van 23 juni 1947 :

A. In het eerste lid, worden de woorden "34^1, laatste alinea, en 34^2, § 7, laatste alinea" vervangen door "34^2".

B. In het tweede lid, worden de woorden "33^2, 33^3 en 34^2, § 1" vervangen door de woorden "33^2 en 33^3".

C. Het derde lid wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Voor de toepassing van artikel 20 van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen en van de artikelen 34^{1} en 34^{2} van deze algemene verordening, wordt ieder persoon wiens beroep het is hem toebehorende slachtdieren te slachten of te doen slachten voor zijn rekening, en ieder persoon die handel drijft in vlees of in bereidingen of conserven van vlees, geacht, tot bewijs van het tegendeel , de dieren geslacht te hebben waarvan voortkomen het vlees, het vet, de eetbare slachtafval, het bloed, de niet-eetbare afval (met inbegrip van ruwe vellen) en de bereidingen en conserven van vlees, die zij in hun bezit hebben of verkopen".

De nieuwe artikelen 75 en volgende, welke het ontwerp onder het opschrift "Wijze van heffing van de taks" invoegt in de Algemene Verordening op de met het zegel gelijkgestelde taksen, voeren innovaties in, die de vraag doen rijzen wie de forfaitaire taks op slachtdieren verschuldigd is.

De wetgever heeft in artikel 70 van de wet van 2 januari 1926, dat artikel 20 van het Wetboek is geworden, voorgeschreven, dat de taks opeisbaar is op het tijdstip van de slachtingsaangifte, die ter uitvoering van de verordening op de keuring van slachtvlees wordt gedaan. Zo was de belastingadministratie dus verplicht een sanitair document als grondslag voor de heffing van de taks te gebruiken.

De slachtingsaangifte werd toen gedaan ter uitvoering van artikel 1 van het koninklijk besluit van 23 maart 1901. Wie deze aangifte moest doen, was niet duidelijk bepaald in dit artikel, dat deze verplichting aan "de belanghebbenden" oplegde.

.../...

Dank zij deze onduidelijkheid heeft de Koning in de Algemene Verordening op de met het zegel gelijkgestelde taksen kunnen voorschrijven, dat de aangifte moest worden gedaan ofwel door degene die hem toebehorende dieren slacht of laat slachten (artikel 76), ofwel door de exploitant van de bijzondere slachterij (artikel 77), ofwel door de exploitant van de gemeenteslachterij (artikel 87). De aangifteverplichting behelst de verplichting om de belastingzegels voor het bedrag van de forfaitaire taks aan te brengen en onbruikbaar te maken.

Thans is de slachtingsaangifte niet meer voorgeschreven door een verordening maar wel door de wet van 5 september 1952 betreffende de vleeskeuring en de vleeshandel waarvan artikel 4, eerste lid, zegt :

"Hij die een slachtdier wil slachten of doen slachten, moet daar vooraf aangifte van doen".

Het koninklijk besluit van 9 maart 1953 betreffende de handel in slachtvlees en houdende reglementering van de keuring der hier te lande geslachte dieren schrijft voor, dat de aangifte moet worden gedaan aan de gemeenteontvanger of aan de daartoe door de gemeente bijzonder aangewezen beambte, die de aangever een ontvangbewijs afgeeft (artikelen 4 en 6). Het is de vleeskeurder en de behandelende veearts verboden een slachtdier te keuren indien de eigenaar het bewijs van de slachtingsaangifte niet kan overleggen (artikel 19).

.../...

In de openbare slachthuizen echter vervangt de inschrijving in het register van de binnengekomen dieren de slachtingsaangifte. Hetzelfde geldt voor de bijzondere slachthuizen die met openbare slachthuizen zijn gelijkgesteld, mits het register bijgehouden wordt door een vanwege de gemeenteoverheid aangestelde beambte.

Bij de nieuwe regeling inzake heffing van de forfaitaire overdrachtstaks moet dus met deze nieuwe wetgeving rekening worden gehouden. Van het ontwerp kan men niet zeggen, dat het aan deze eis beantwoordt. Zo verplicht het de exploitant van een bijzonder slachthuis in alle gevallen een aangifte model B op te maken, terwijl hij hiervan ontslagen wordt wanneer het register van de binnengekomen dieren door een vanwege de gemeenteoverheid aangestelde beambte wordt bijgehouden. Zo ook is volgens het ontwerp de vrijstelling van slachtingsaangifte in openbare slachthuizen afhankelijk van een betaling in geld, terwijl de inschrijving in het register volgens artikel 7 van het koninklijk besluit van 9 maart 1953 de slachtingsaangifte vervangt.

Het ontwerp dient dus zo te worden omgewerkt dat overeenstemming met de sanitaire wetgeving wordt bereikt.

+

\+ +

.../...

De invoering van een belasting onderstelt, dat duidelijk wordt vastgesteld wie er schuldenaar van is. Artikel 20 van het Wetboek, dat de forfaitaire taks op slachtdieren heeft ingevoerd, heeft hierin niet voorzien.

Volgens artikel 8 van het Wetboek is de overdrachtstaks "hoofdelijk verschuldigd tegenover de Staat door alle personen die partij geweest zijn bij de overeenkomst". Bedoeld wordt de overeenkomst die de overdracht van het eigendomsrecht op roerende goederen tot gevolg heeft, dit wil zeggen, meestal een verkoop.

De forfaitaire overdrachtstaks die geldt voor een reeks van overdrachten, wordt geheven bij een van deze overdrachten, meestal de verkoop door de voortbrenger (artikel 13, tweede lid, en 18, tweede lid, van het Wetboek). Onder de opeenvolgende eigenaars van de koopwaar kiest de wet dus degene of degenen die verplicht zijn de taks te betalen.

De wetgever heeft op deze beginselen uitzondering gemaakt ten aanzien van de forfaitaire taks op slachtdieren. Deze taks is niet meer bij overdracht maar bij slachting opeisbaar en, volgens de memorie van toelichting van de wet van 2 januari 1926, is zij zelfs verschuldigd ingeval geen enkele overdracht vanaf de geboorte of de invoer van het dier plaats heeft gehad (Pas. 1926, p.34). Niettemin blijft zij een overdrachtstaks die alleen hierdoor verantwoord wordt, dat slachtdieren meestal met het oog op de verkoop worden geslacht (Cass. 24 juni 1943, Pas. I, p.253).

Door aldus van de normale oorzaken van opeisbaarheid der overdrachtstaks af te wijken, heeft de wetgever artikel 47 van de wet van 28 augustus 1921 (artikel 8 van het Wetboek geworden) buiten toepassing gebracht; het eerste lid daarvan zegde : "Verkoper en koper zijn, tegenover de fiscus, hoofdelijk verplicht de belasting te betalen".

Nu de Koning de enige wettelijke regel inzake vaststelling van de schuldenaar der overdrachtstaks niet vermocht toe te passen op de in artikel 20 van het Wetboek geregelde taks, maar anderzijds in de uitvoering van de wet moet voorzien, diende hij zo dicht mogelijk bij deze regel te blijven en daaruit over te houden wat op het in artikel 20 bedoelde uitzonderingsgeval nog toepassing kon vinden. Op het tijdstip van de slachting is er noch koper noch verkoper, maar iemand wiens rechtstoestand gelijkenis vertoont met die van verkoper of koper, namelijk hij die op het slachtdier het eigendomsrecht uitoefent, welk recht het voorwerp zelf is van de rechtsverhouding tussen koper en verkoper.

Ten aanzien van de overdrachtstaks moet de eigenaar van het dier beschouwd worden als een vermoedelijke koper en een mogelijke verkoper. "De overdracht onder bezwarende titel, naar aanleiding waarvan de overdrachtstaks op het vlees van slachtdieren wordt geheven, kan, naar gelang van het geval, alleen die zijn, voor de uitvoering waarvan geslacht wordt, of de eerste overdracht onder bezwarende titel na de slachting" (Cass. 24-6-43, Pas. I, 253).

De exploitant van het slachthuis daarentegen oefent geen enkel zakelijk recht op de slachtdieren uit. Hij is gewoon een industrieel die voor een dienst zorgt en daarvoor wordt betaald. Het is niet duidelijk hoe de Koning hem zonder nauwkeurige wetsbepaling met een verkoper of koper als bedoeld in artikel 8 van het Wetboek kan gelijkstellen.

.../...

Op één uitzondering na lijkt het ontwerp van bovenstaande beschouwingen uit te gaan. Volgens de nieuwe artikelen 79, tweede lid, en 89, vijfde lid, immers wordt de betaling van de taks geacht te zijn gedaan in hoofde van degene die op het tijdstip van de slachting het dier in eigendom heeft; volgens artikel 89, tweede lid, wordt een ontvangstbewijs afgegeven aan degene die dadelijk na de slachting eigenaar van de dieren is en volgens artikel 119, eerste lid, worden de taksen terugbetaald in handen van degene die op het tijdstip van de slachting eigenaar is van de dieren.

Artikel 89, eerste lid, van het ontwerp aanvaardt dat de openbare slachthuizen de taks betalen, met dien verstande dat zij zich het bedrag ervan mogen doen voorschieten door hen die er dieren slachten of laten slachten.

Geheel anders is in het ontwerp de toestand van de exploitant van een bijzonder slachthuis. Deze wordt niet "gemachtigd" om de taks te betalen nadat het bedrag ervan hem is voorgeschoten, zoals voor het openbaar slachthuis in artikel 89, eerste lid, gezegd is, maar hij is verplicht zelf te betalen, zoals blijkt uit de artikelen 75, § 1, en 79, eerste lid.

Het is niet duidelijk aan welke wetsbepaling de Koning de bevoegdheid tot het instellen van nieuwe schuldenaars van de taks zou ontlenen. Ook al geeft artikel 21 van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen hem de macht de oorzaken, de voorwaarden van opeisbaarheid en alle regelen inzake toepassing en heffing van de taksen vast te stellen, toch gaat die tekst niet zover, dat hij personen die niet uitdrukkelijk in de wet zijn bedoeld, persoonlijk voor de betaling van de taks aansprakelijk laat stellen.

.../...

Artikel 11[3], tweede lid, van het Wetboek, dat de Koning ten aanzien van de forfaitaire taks op de overdracht van zeeschepen en binnenschepen dezelfde bevoegdheid toekent als artikel 21, gebruikt dezelfde bewoordingen maar voorziet tevens uitdrukkelijk de bevoegdheid om personen die aan de rechtshandeling van overdracht geen deel hadden, persoonlijk voor de betaling van de taks aansprakelijk te stellen.

Bovendien verlieze men niet uit het oog dat van de wettelijke bepaling geen extensieve toepassing mag worden gemaakt; "dat dit inderdaad als beginsel geldt voor alle bepalingen die de vrijdom van de personen en de zaken beperken" (Cass. 9 december 1948, Arr. Hof van verbreking 1948, p. 620).

Derhalve mag het ontwerp alleen zo worden opgevat, dat het de exploitant van een openbaar slachthuis aan dezelfde verplichtingen onderwerpt als de exploitant van een bijzonder slachthuis. Men kan volstaan met tussen beide leden van artikel 79 een nieuw lid in te voegen naar het voorbeeld van artikel 89, eerste lid, als volgt :

"Het is de exploitant van een bijzonder slachthuis echter toegestaan zelf de overdrachtstaksen te voldoen die wegens in zijn inrichtingen gedane slachtingen mochten verschuldigd zijn, met dien verstande dat hij zich het bedrag er van mag doen voorschieten door hen die er dieren slachten of doen slachten".

Om de regeling inzake heffing aan te vullen, zou het ontwerp aan de exploitant zowel van openbare als van bijzondere slachthuizen nog moeten verbieden, slachtdieren van het runder-, varkens-, schapen- en geitensoort te slachten zonder er zich van vergewist te hebben dat de forfaitaire

.../...

overdrachttaks reeds is voldaan. Overtreding van dit voorschrift zou gestraft worden met de straf gesteld in artikel 20, vijfde lid, van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen.

Dit verbod zou het ontwerp echter niet mogen uitbreiden tot de slachting van dieren van het paarden-, muilezels- en ezelssoort zonder dat een wet het toepassingsgebied van artikel 20 van het Wetboek verruimt, welk artikel thans immers alleen spreekt van dieren van het runder-, varkens-, schapen- en geitensoort.

Zonder overeenkomstige wijziging van de wettekst zullen bovendien de hoofdelijke aansprakelijkheid voor de betaling van de ontdoken belastingen en geldboeten welke de artikelen 83, 85 en 91 van het ontwerp aan de vleeskeurder en aan de gemeente opleggen, alsook de algemene strafbepaling van artikel 93 van het ontwerp alleen rechtsgrond bezitten voor zover zij dieren van het runder-, varkens-, schapen- en geitensoort betreffen.

Voorts moet bij artikel 91 van het ontwerp een bijzondere opmerking worden gemaakt. Dit artikel strekt er toe "het openbaar slachthuis hoofdelijk schuldenaar te maken van de taksen en de boeten voor alle slachtingen die in dit slachthuis gedaan worden zonder dat de overdrachtstaks regelmatig gekweten werd". Het is niet duidelijk welke de rechtsgrond is voor deze hoofdelijke aansprakelijkheid, die niet behoort tot die welke artikel 20 van het Wetboek toelaat.

+

+ +

.../...

Het nieuwe artikel 75, dat de wijze van heffing van de taks in bijzondere slachthuizen betreft, legt het vervullen van de aldaar genoemde formaliteiten op aan de exploitant van het bijzonder slachthuis.

De artikelen 89 en volgende daarentegen leggen de reglementaire prestaties op aan het openbaar slachthuis. De wet van 5 september 1952, waarnaar artikel 71 verwijst, geeft van "openbaar slachthuis" de volgende begripsbepaling : "het slachthuis toebehorend aan een openbaar bestuur (Staat, provincie, gemeente of vereniging van gemeenten) of ten minste het voorwerp uitmakend van een vergunningscontract vanwege dit bestuur, overeenkomstig bij koninklijk besluit vast te stellen voorwaarden".

Daar het openbaar slachthuis niet noodzakelijk een afzonderlijk rechtspersoon is, ware het nuttig, zoals ten aanzien van het bijzonder slachthuis is gedaan, de nieuwe verplichtingen van de algemene verordening op de exploitant van het openbaar slachthuis te doen rusten.

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : F.LEPAGE,	conseiller d'Etat,		président,
de Heren :	raadsheer van State,		voorzitter,
G.HOLOYE,	conseillers d'Etat,		
G.VAN BUNNEN,	raadsheren van State,		
A.BERNARD,	assesseurs de la section de législation,		
P.ANSIAUX,	bijzitters van de afdeling wetgeving,		
J.CYPRES,	greffier adjoint,		greffier.
	adjunct-griffier,		griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.F.LEPAGE. Le rapport a été présenté par M.G.PIQUET, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.F.LEPAGE. Het verslag werd uitgebracht door de H.G.PIQUET, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) J.CYPRES.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F.LEPAGE.